

La Bancarisation de la Paie des Enseignants dans le Territoire d'Idiofa



« Bancarisation » de la paie, c'est un nouveau vocabulaire dans le langage des enseignants du territoire d'Idiofa où il n'existe par ailleurs aucune banque. Depuis le 28 mai 2013, des milliers et des milliers d'enseignants venus de partout attendent leur salaire du guichet unique. Certains d'entre eux ont parcouru 400 Km, des femmes enceintes, des femmes avec bébé, des diabétiques, des hypertendus... tous sont au chef-lieu du territoire pour recevoir leur salaire. La bancarisation de la paie présente sans doute beaucoup d'avantages :

- Eviter le manque à gagner pour avoir la totalité de son salaire
- Eviter les déficits dans la paie
- Maitrise des effectifs
- Eviter les effectifs fictifs

Ce système est certainement le meilleur, mais dans ce contexte, il est le mal venu. Le premier désavantage est le délaissement des activités scolaires pendant toute la durée de l'absence des enseignants. Le calendrier des examens est largement bousculé.

A ceci s'ajoutent les problèmes de commodités liés au séjour à Idiofa, le voyage très long, les maladies...

Un enseignant de Eolo (plus de 300 Km d'Idiofa) témoigne:

Il y a une semaine que nous avons quitté nos écoles et nos familles. Nous n'avons pas de connaissances ici dans cette cité où l'eau est difficile et coûte cher. A cela s'ajoute le problème de gastronomie. Nous qui sommes habitués à notre cikwange et à nos poissons, nous mourrons de faim ici. Nous vivons des emprunts et les dettes

contractées dépassent le montant des salaires que nous attendons. Nous ne savons pas quand le chef du guichet tombera sur notre nom. Un de nos collègues, diabétique de son état, est hospitalisé, il faut alors faire venir sa femme ici. Vous imaginez ce que cela crée comme problèmes ? Par ailleurs, on nous oblige, comme processus pour la paie, d'acheter une carte sim (et donc d'avoir un téléphone), comment faire ? ».









Test National des Finalistes des Ecoles Primaires (TENAFEP) A Idiofa



Ce 06 juin 2013, plus de 2000 élèves finalistes des écoles primaires ont présenté leur test national organisé par l'Etat. Le mot d'ordre de son excellence Mgr José Moko au sujet de la lutte contre la corruption a trouvé encore une fois, un contexte d'application.

Rappelons que certains préfets des écoles secondaires ont été suspendus pour des cas de corruption et de collectes illégales des fonds pendant des examens de dissertation et les épreuves pratiques.



